

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 29 mars 2023

Objet n° 11 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Frederic Nimal, Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mme Lorraine De Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Hasan Koyuncu, Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maite Bodart, MM. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Michel De Herde, Échevin; Mmes Angelina Chan, Done Sonmez, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, M. Abdelhakim El Karaoui, Mme Naima Belkhatir, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme – Exercices d'imposition 2023 et 2024 – Renouvellement #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 8 et 3 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu les lignes directrices du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale concernant les terrasses Horeca dans l'espace public jusqu'au 30 septembre 2024 ;

Vu les dispositions du règlement de police du 23 février 2022 sur l'occupation de l'espace public à des fins commerciales ;

Vu l'Ordonnance du Conseil communal du 15 février 2023 autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement ;

Vu sa délibération du 23 février 2022 portant sur la taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme pour l'exercice d'imposition 2023

Vu sa délibération du 16 décembre 2020 votant le règlement-taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales pour un terme de 3 ans, expirant le 31 décembre 2023 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequell impose aux Communes de réaliser l'équilibre budgétaire ;

Vu la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer les recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la tranquillité publique, la sécurité publique et la propreté publique ;

Considérant que les dernières crises sanitaire et économique ont particulièrement touché le secteur Horeca ;

Considérant que les circonstances actuelles appellent à un soutien de la dynamique du secteur Horeca ;

Considérant que l'octroi d'extensions des terrasses et de placement de terrasses sur des emplacements de stationnement n'est pas sans conséquence sur la tranquillité publique ;

Considérant que l'activité visée engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;

Considérant qu'une différenciation des taux en fonction de l'emplacement de la terrasse est justifiée ;

Considérant qu'il est justifié que les personnes physiques ou morales qui obtiennent l'autorisation d'occuper un emplacement de stationnement à des fins privées y contribuent par le biais d'une taxe ;

Considérant que l'installation d'une terrasse supplémentaire signifie l'expansion d'un commerce et l'augmentation de ses possibilités d'exploitation ;

Considérant que les autorisations délivrées sont temporaires ; que les extensions et les occupations d'emplacements de stationnement devront être retirées le 1^{er} novembre 2024 ;

Vu, pour le surplus, le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 février 2023 et le dossier administratif ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établie, pour une période commençant le 1er avril 2023 et se terminant le 31 octobre 2024, une taxe sur l'extension temporaire des terrasses et le placement de terrasses sur des emplacements de stationnement sans permis d'urbanisme.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions, l'étalage de tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur

la voie publique, par les établissements Horeca et sous conditions d'une autorisation prévue par l'Ordonnance du Conseil communal du 15 février 2023 autorisant temporairement sans permis d'urbanisme les extensions de terrasses et le placement de terrasses sur emplacement de stationnement.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement est soumise à autorisation préalable, accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§2. Les extensions sont autorisées seulement entre le 1^{er} avril et le 31 octobre.

§3. L'autorisation reste valable à titre précaire jusqu'au 31 octobre 2024 ou jusqu'à ce qu'elle soit révoquée ou retirée. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ou le remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

Article 4

La taxe est due par l'exploitant titulaire de l'autorisation de l'établissement Horeca où se trouve la terrasse.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour la même base d'imposition.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

La taxe est indivisible et due sur base de la prise en charge telle que prévue dans l'autorisation de terrasse visée.

La taxe est fixée à :

- 19,10 € par mètre carré de surface autorisée en extension de terrasse sur le trottoir ;
- 1.000 € par emplacement de stationnement occupée par une terrasse en extension (maximum 2 emplacements de stationnement).

Article 6

La taxe est recouvrée par voie de rôle et payable, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique sur le compte bancaire de la Commune

Article 7

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

La taxe enrôlée est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'Administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 8

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014.

Article 9

§1^{er} - Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner les : nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

§2 - Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle..

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

§3 - Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Article 10

Le présent règlement entre en vigueur le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mars 2023.

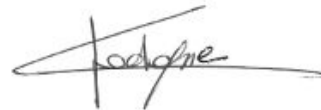
Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 29 maart 2023

Voorwerp nr 11 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wnd Burgemeester-Voorzitster; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Frederic Nimal, Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Mevr. Lorraine De Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre Bouhjar, Hasan Koyuncu, Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkouï, Mevr. Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïte Bodart, HH. Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Michel De Herde, Schepen; Mevr. Angelina Chan, Done Sonmez, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, H. Abdelhakim El Karaoui, Mevr. Naima Belkhatir, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Belasting op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning - Aanslagjaren 2023 en 2024 – Hernieuwing #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 8 en 3 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de richtlijnen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende het Horecaterras in de openbare ruimte tot 30 september 2024;

Gelet op de beschikkingen van het politiereglement van 23 februari 2022 betreffende de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden;

Gelet de verordening van de Gemeenteraad van 15 februari 2023 om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning;

Gezien het raadsbesluit van 23 februari 2022 houdende de belasting op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning voor het aanslagjaar 2022;

Gezien het raadsbesluit van 16 december 2020 houdende de belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden voor een termijn van 3 jaar, vervallend op 31 december 2023;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, welke de gemeenten verplicht een begroting in evenwicht te realiseren;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare rust, openbare veiligheid en openbare netheid te waarborgen;

Overwegende dat door de recente gezondheids- en economische crisis de Horeca in het bijzonder getroffen is;

Overwegende dat de huidige omstandigheden steun vereisen voor de dynamiek van de horecasector;

Overwegende dat het verlenen van uitbreidingen van de terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen niet zonder gevolgen is voor de openbare rust;

Overwegende het feit dat deze activiteit een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende dat een diversifiëring van de tarieven naargelang de ligging van het terras gerechtvaardigd is;

Overwegende dat het billijk is dat (rechts)personen die een toelating krijgen om een parkeerplaats privaat in gebruik te nemen hiervoor een bijdrage leveren via een belasting;

Overwegende dat de plaatsing van een extra terras betekent een uitbreiding van een handelszaak en een vergroting van hun exploitatiemogelijkheden;

Overwegende dat de machtigingen tijdelijk zijn; dat uitbreidingen en bezettingen van parkeerplaatsen op 1 november 2024 worden ingetrokken;

Gelet bovendien, op de verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 februari 2023 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor een termijn met ingang van 1 april 2023 en eindigend op 31 oktober 2024 een belasting gevestigd op de tijdelijke uitbreiding van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen zonder stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen, het uitstellen van tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg door horecazaken, onder voorwaarden van een toelating voorzien in de verordening van de Gemeenteraad om het uitbreiden van terrassen en het plaatsen van terrassen op parkeerplaatsen tijdelijk toe te staan zonder stedenbouwkundige vergunning van 15 februari 2023.

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement is onderworpen aan een voorafgaandelijke toelating afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen.

§2. De uitbreidingen zijn toegelaten uitsluitend tussen 1 april en 31 oktober.

§3. De toelating blijft geldig onder voorwaarde tot 31 oktober 2024 of tot herroeping of intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de vergunningsplichtige uitbater van de horecazaak waar het terras werd geplaatst.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De belasting is ondeelbaar en verschuldigd op basis van de inname zoals bepaald in de beoogde terrasvergunning.

De belasting wordt vastgesteld op:

- 19,10 € per vierkante meter vergunde oppervlakte uitgebreid terras op het voetpad;
- 1.000 € per ingenomen vergunde parkeerplaats als uitgebreid terras (maximaal 2 parkeerplaatsen)

Artikel 6

De belasting zal via een kohier ingevorderd worden en is te voldoen door de belastingschuldige, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, hetzij per elektronische betaling op rekening van de Gemeente.

Artikel 7

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

De ingekohierde belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 8

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014.

Artikel 9

§1 - De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar schriftelijk indienen tegen de geheven belasting, alsook alle verhogingen of boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingschuldige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van feiten en middelen.

§2 - De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

§3 - Indien de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

Artikel 10

Dit onderhavige reglement treedt in voege op de 5de dag na de dag van publicatie.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 maart 2023.

De Gemeentesecretaris,

David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitster,

Cécile JODOGNE